

[fr](#)

[Press release](#) | 06.02.2013

Tunisie

la voie démocratique arabe du Président Marzouki ovationnée au PE

Le Président de la République tunisienne Moncef Marzouki a prononcé ce mercredi 6 février un discours devant les députés du Parlement européen.

S'exprimant après l'intervention de Monsieur Marzouki, **Hélène FLAUTRE**, députée européenne (groupe Verts-ALE), membre de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, a estimé que:

"Le Président tunisien Moncef Marzouki a porté aujourd'hui la voix de l'aspiration démocratique ouverte par les révolutions arabes et celle d'un pays confronté à l'impatience sociale et à un espoir toujours vivace. S'il évoque avec lucidité les risques de désstabilisation comme le démontre l'odieux assassinat de Chokri Belaïd, sa détermination à porter un modèle socio-politique ancré dans les valeurs démocratiques et les droits de l'Homme est intacte.

A cet égard, il avertit l'Europe : crier au loup islamiste pour mieux retirer notre soutien au processus de démocratisation serait à cet égard irresponsable. A l'inverse, l'Union européenne ne doit ménager aucun effort pour soutenir notre meilleur espoir dans la région. La Tunisie doit être une expérience convaincante sur laquelle tous les démocrates de la région pourront prendre appui afin de dessiner le nouveau de la Méditerranée."

Eva JOLY, députée européenne (Verts-ALE), Présidente de la Commission Développement, ajoute:

"En Tunisie, le souffle révolutionnaire est en passe d'être éteint par l'asphyxie financière. Le remboursement de la dette représente en effet chaque année, six fois le budget de la santé, trois fois celui de l'éducation, et six fois celui du développement régional. Pourtant en droit international, une dette contractée sous une dictature, non pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier un régime despote, pour réprimer la population qui le combat, est qualifiée de dette odieuse.

La chute du régime de Ben Ali aurait donc dû entraîner sinon l'annulation immédiate de la dette de la Tunisie au moins un audit sur l'origine de ces créances. Les 7 milliards d'euros de dette imputables à la dictature, loin de servir à améliorer les conditions de vie des Tunisiens, ont sans nul doute permis et l'enrichissement du clan Ben Ali et la répression de la population. La responsabilité des créanciers qui ne pouvaient ignorer la destination de leurs prêts est grande. A eux aujourd'hui, de faire preuve de courage et d'annuler les dettes de la Tunisie pour que de la révolution naîsse une démocratie solide. "

Information complémentaire:

Hélène Flautre, Daniel Cohn-Bendit et Isabelle Durant, se rendront en Tunisie du 21 au 24 février afin de rencontrer les acteurs principaux du processus de démocratisation.

Recommended

News

Ralf Roletschek (CC BY 3.0)



PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 19 to 22 January

18.01.2026

Press release

European External Action Service (<https://www.flickr.com/photos/eeas/32978511020>)



[Frozen Russian funds essential to support Ukraine](#)

18.12.2025

News

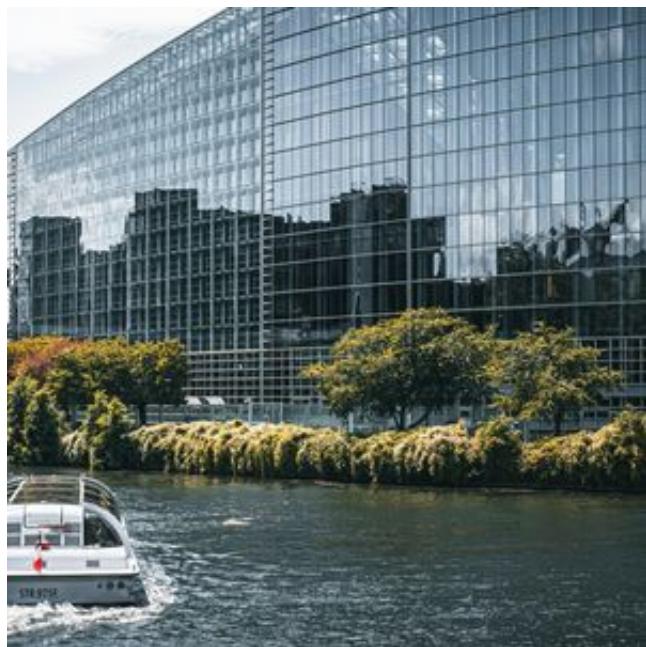
Robert Emperley (CC BY-SA 2.0)



[PLENARY FLASH : Greens/EFA Priorities 24 to 27 November 2025](#)

25.11.2025

News



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 20 to 23 October](#)

20.10.2025

Responsible MEPs



Eva Joly

Member

Please share

• [E-Mail](#)